Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 24 février 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Recettes monétaires agricoles,** 2004 3
  L'accroissement des recettes tirées des cultures et des porcs a entraîné les recettes monétaires agricoles à la hausse pour la première fois en trois ans en 2004. Au total, les agriculteurs ont touché 36,8 milliards de dollars des recettes tirées du bétail, des cultures et des paiements de programme, en hausse de 7,5 % par rapport à 2003.

- **Compte des voyages internationaux,** 2004 et quatrième trimestre de 2004 7
  Le déficit du Canada au compte des voyages internationaux a grimpé pour atteindre son plus haut niveau en onze ans en 2004, malgré une reprise des voyages faits à destination du Canada à la suite du déclin occasionné par les craintes liées au SRAS en 2003. Les Canadiens ont dépensé 4,1 milliards de dollars de plus à l'étranger que les voyageurs étrangers l'ont fait au Canada au cours de l'année.

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective
Numéro en ligne de février 2005

Le numéro en ligne de février 2005 de *L'emploi et le revenu en perspective*, qui paraît aujourd'hui, comporte l'article intitulé «Les femmes renforcent leur présence dans l'enseignement universitaire». Cette étude examine la croissance de l'effectif des femmes enseignant à plein temps dans les universités canadiennes entre 1990-1991 et 2002-2003, en analysant l'évolution de leur représentation selon le rang professoral, le statut en matière de titularisation et la discipline d'enseignement. Figurent aussi dans ce numéro un aperçu sur le marché du travail depuis 2000, avec un accent plus particulier sur 2004, ainsi que la première d'une série de fiches sur les questions relatives à la taxation. L'aperçu précité et la fiche peuvent être consultés gratuitement.

Le numéro en ligne de février 2005 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 6, n° 2 (75-001-XIF, 6 $ / 52 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (*henry.pold@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

Autres communiqués

Étude : Les femmes renforcent leur présence dans l'enseignement universitaire, 1990-1991 à 2002-2003 10

Étude : Variation des niveaux de compétences professionnelles entre les régions rurales et les régions urbaines du Canada, 1991 à 2001 11

Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques, 2003 12

Stocks de viandes froides et congelées, février 2005 12

Nouveaux produits

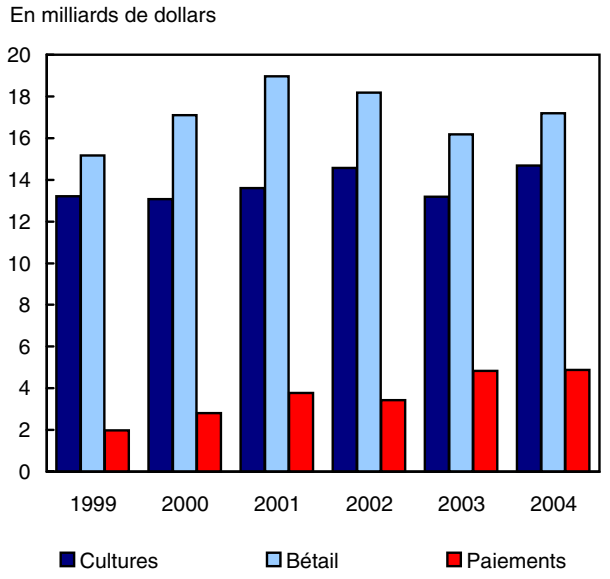
13

Communiqués principaux

Recettes monétaires agricoles
2004

L'accroissement des recettes tirées des cultures et des porcs a entraîné les recettes monétaires agricoles à la hausse pour la première fois en trois ans en 2004. Au total, les agriculteurs ont touché 36,8 milliards de dollars des recettes tirées du bétail, des cultures et des paiements de programme, en hausse de 7,5 % par rapport à 2003.

Recettes monétaires agricoles, janvier à décembre



Note aux lecteurs

Statistique Canada ne fait pas de prévisions des recettes monétaires agricoles. Les données présentées sont fondées sur les données des enquêtes et les données administratives provenant de plusieurs sources.

*Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les fermes d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.*

*Les **recettes différées** représentent les ventes de céréales et d'oléagineux livrés par les producteurs de l'Ouest pour lesquelles les paiements ont été reportés jusqu'à l'année suivante. Étant donné que ces recettes sont fondées sur les livraisons effectuées, les paiements différés sont déduits des recettes monétaires agricoles de l'année civile en cours et inclus lorsqu'ils sont réalisés (voir «Réalisation des recettes différées» dans le tableau des recettes monétaires agricoles).*

*Les **paiements de programme** sont les paiements liés à la production agricole courante et versés directement aux agriculteurs. Mentionnons, à titre d'exemple, les paiements du Compte de stabilisation du revenu net, les paiements qui sont versés en vertu de la* Loi sur l'assurance-récolte *et ceux des programmes provinciaux de stabilisation. La série des paiements de programme ne vise pas nécessairement à englober tous les paiements effectués aux agriculteurs et ne représente pas la totalité des dépenses des gouvernements se rapportant à tous les programmes d'aide.*

Le 25 mai 2005, les recettes monétaires agricoles révisées pour 2003 et 2004 seront diffusées en même temps que les données provisoires du premier trimestre de 2005. Ces données révisées tiendront compte des mises à jour de toutes les données des enquêtes et des données administratives non intégrées antérieurement, y compris une modification de la méthodologie pour calculer les mises en marché et les prix des bovins et des veaux au Québec.

Le total des recettes monétaires agricoles en 2004 a dépassé d'environ 450 millions de dollars le sommet précédent de 36,3 milliards de dollars atteint en 2001. Toutefois, des facteurs entièrement différents expliquent ces deux sommets.

En 2001, les principaux moteurs de la croissance étaient les recettes tirées du bétail, qui s'étaient accrues grâce à la vigueur des marchés des bovins et des porcs, et les paiements de programme. Les recettes tirées des cultures n'avaient augmenté que légèrement alors que la production avait été frappée par de mauvaises conditions climatiques.

Toutefois, en 2004, ce sont les recettes tirées des cultures qui ont surtout contribué à la croissance, ayant augmenté de 11,4 % pour atteindre 14,7 milliards de dollars, et ainsi dépasser le sommet précédent atteint deux ans plus tôt. Ce montant était de 8,6 % supérieur à la moyenne quinquennale précédente de 1999 à 2003.

Les recettes tirées du bétail ont augmenté de 6,3 % pour se fixer à 17,2 milliards de dollars en 2004, ayant à peine dépassé la moyenne quinquennale précédente de 17,1 milliards de dollars. Les recettes des producteurs de porcs ont atteint un sommet, alors que les recettes tirées des bovins et des veaux ont régressé pour se situer à leur plus bas niveau depuis 1996, étant donné la persistance des problèmes de l'industrie liés à l'ESB.

Les agriculteurs ont tiré 4,9 milliards de dollars des paiements de programme en 2004, en hausse de 37 millions de dollars par rapport au sommet précédent de 2003.

Les recettes monétaires agricoles constituent une mesure du revenu brut des entreprises agricoles. Elles

ne tiennent pas compte des dépenses engagées par les agriculteurs. Les recettes monétaires agricoles peuvent varier considérablement d'une exploitation agricole à l'autre en raison de plusieurs facteurs, dont les élevages et les cultures, les prix et les conditions climatiques. En outre, les effets de la fermeture de la frontière américaine aux bovins et au boeuf canadiens le 20 mai 2003 continueront de se refléter dans les statistiques financières agricoles.

Les recettes monétaires agricoles ont augmenté dans toutes les provinces sauf à l'Île-du-Prince-Édouard, où elles ont chuté de 2,0 % en raison d'un net recul du prix des pommes de terre.

Les provinces où les recettes monétaires agricoles ont le plus augmenté sont l'Alberta, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan.

Les recettes tirées des cultures rebondissent pour atteindre un sommet

Après être tombées à l'un de leur plus bas niveau de la décennie, les recettes tirées des cultures ont affiché un regain important en 2004. La production de céréales et d'oléagineux est revenue à un niveau plus normal en 2003 après deux sécheresses consécutives dans l'Ouest du Canada (en 2001 et 2002).

Deux facteurs principaux ont contribué à cette hausse, soit les augmentations considérables des mises en marché de la plupart des principales cultures de janvier à juin 2004 et la hausse des paiements de la Commission canadienne du blé (CCB).

L'augmentation des recettes tirées des cultures était essentiellement attribuable à la récolte de 2003. Les recettes tirées des principales céréales et des graines oléagineuses ont augmenté dans la première moitié de 2004, puis ont diminué après la récolte, les prix et les mises en marché ayant tous deux régressé.

L'effet du sérieux retard de la récolte de 2004 dans de nombreux coins du pays continuera de se refléter dans les recettes. (Pour plus de renseignements, voir le communiqué intitulé *Estimation de la production des principales cultures, novembre 2004* dans *Le Quotidien* du 8 décembre 2004.)

Les recettes tirées du blé (sauf le blé dur) ont augmenté de 33,3 % pour atteindre 2,4 milliards de dollars à la suite de l'augmentation des paiements de la CCB et des mises en marché. Les prix étaient inférieurs à ceux de 2003 en raison de l'augmentation de la production dans la plupart des principaux pays exportateurs.

Les agriculteurs ont tiré 2,3 milliards de dollars du canola en 2004, en hausse de 28,3 % par rapport à 2003. Les livraisons en 2004 ont augmenté de 27,3 %, tandis que les prix ont progressé constamment dans la première moitié de l'année. Toutefois, une récolte record de soya aux États-Unis, la probabilité d'une récolte exceptionnelle de soya en Amérique du Sud et la hausse du dollar canadien ont déclenché au printemps dernier un fléchissement des prix des deux types d'oléagineux. Dans l'ensemble, l'augmentation moyenne des prix pour l'année a été marginale. La production de canola a fait un bond de plus de 50 % en 2003 et a augmenté de nouveau en 2004 en raison de l'accroissement des superficies récoltées et du rendement moyen.

Les recettes tirées des cultures horticoles, qui comprennent les fruits, les légumes et les secteurs de la floriculture, des pépinières et du gazon, ont augmenté de 4,3 % pour atteindre 4,1 milliards de dollars. Ce secteur représente maintenant près de 28 % des recettes totales des cultures, comparativement à moins de 20 % au milieu des années 1990.

La production porcine fait croître les recettes tirées du bétail

La croissance des recettes tirées du bétail a été largement attribuable aux producteurs de porcs, leurs recettes ayant crû de 25,1 % par rapport à 2003 pour atteindre un sommet de 4,3 milliards de dollars. Ce bond était principalement attribuable à l'augmentation de 25,6 % des recettes tirées des porcs vendus pour l'abattage au Canada. Les prix des porcs se sont raffermis tout au long de 2004 en raison des exportations robustes et d'une vigoureuse demande intérieure.

Les agriculteurs ont exporté 8,6 millions de porcs en 2004, ce qui a rapporté des recettes records de 685 millions de dollars, soit 22,3 % de plus que l'année précédente et 73,8 % de plus que la moyenne décennale précédente de 1994 à 2003.

Malgré une décision provisoire en octobre du Department of Commerce des États-Unis selon laquelle les exportations porcines canadiennes font l'objet d'une mise en marché déloyale et causent un préjudice financier aux producteurs américains, les exportations de porcs ont continué d'augmenter.

Les recettes tirées des bovins et des veaux sont demeurées stables, s'étant établies à 5,1 milliards de dollars, soit leur plus bas niveau depuis 1996. Malgré l'augmentation des mises en marché, les recettes tirées des bovins et des veaux sont demeurées inférieures de 23,9 % à la moyenne quinquennale précédente. Les prix ont chuté après la découverte d'un cas d'ESB au printemps 2003 et, malgré une certaine reprise, les prix moyens en 2004 sont demeurés de 12,6 % en deçà de ceux de 2003.

Comme la frontière américaine demeure fermée aux bovins et aux veaux vivants, les producteurs ont réagi en envoyant plus d'animaux aux abattoirs canadiens. C'est ainsi que le nombre de bovins et de veaux d'abattage mis en marché en 2004 a augmenté de 26,2 % pour atteindre le nombre record de 4,4 millions de têtes. (Pour plus de renseignements, voir le communiqué *Estimations du bétail* dans *Le Quotidien* du 17 février 2005.)

Les recettes tirées des bovins d'abattage ont augmenté de 19,7 % par rapport à l'année précédente, étant donné que la hausse marquée du nombre d'animaux abattus a fait largement contrepoids à la baisse de 7,3 % du prix. Malgré l'augmentation du nombre de bovins abattus, les recettes monétaires agricoles sont demeurées inférieures de 0,9 % à la moyenne quinquennale.

À la mi-septembre 2003, le boeuf désossé canadien provenant d'animaux de moins de 30 mois a été admis à entrer aux États-Unis par voie de permis spécial.

Les recettes tirées du commerce international des bovins et des veaux vivants ont été nulles en 2004 comparativement à 590 millions de dollars en 2003. En 2002, dernière année complète sans restriction commerciale, les recettes tirées du commerce international de bovins et de veaux ont représenté près du quart des recettes totales des producteurs de bovins et de veaux du Canada.

Les produits assujettis à la gestion de l'offre ont correspondu à un peu plus de 40 % des recettes totales tirées du bétail en 2004. Les recettes tirées des produits laitiers et de la volaille ont augmenté. Toutefois, en Colombie-Britannique, les recettes tirées de la volaille et des oeufs ont baissé en raison de l'épidémie de grippe aviaire, laquelle a entraîné l'élimination d'un très grand nombre d'oiseaux. Les producteurs n'ont commencé à reconstituer leur cheptel que dans la dernière moitié de l'année.

Les paiements de programme demeurent stables

Après avoir augmenté substantiellement en 2003, les paiements de programme ont augmenté d'un modeste 0,8 % en 2004 pour atteindre un nouveau sommet. Les paiements de programme sont demeurés bien au-dessus de la moyenne quinquennale précédente qui s'établissait à 3,4 milliards de dollars.

L'assurance-récolte a versé 885 millions de dollars aux producteurs en 2004. Il s'agit d'une baisse de 921 millions de dollars par rapport aux paiements records de 2003. Les montants versés pour l'assurance-récolte en 2003 ont été plus élevés en raison de deux années consécutives de sécheresse dans l'Ouest du Canada, en 2001 et en 2002.

Les agriculteurs canadiens ont reçu plus de 1,1 milliard de dollars dans le cadre des programmes liés à l'ESB en 2004. C'est le Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) qui a versé le plus gros montant, soit plus de 806 millions de dollars. Le PATI a été créé pour venir en aide aux producteurs qui ont éprouvé des difficultés financières à la suite des répercussions de l'ESB sur le marché.

Les retraits de la partie gouvernementale du Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) ont atteint un niveau record en 2004. Les agriculteurs ont retiré 934 millions de dollars de la partie gouvernementale, ce qui est 29,2 % de plus qu'en 2003 et près du double de la moyenne quinquennale précédente de 536 millions de dollars. La plus grande partie de cette augmentation peut être attribuée à la liquidation prévue du programme du CSRN. Selon les règles relatives à la fermeture progressive des comptes du CSRN, les producteurs doivent retirer tout leur argent au plus tard le 31 mars 2009, à raison d'au moins 20 % annuellement.

Le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), mis en oeuvre en 2004, a versé 777 millions de dollars. Le PCSRA a été établi pour venir en aide aux producteurs qui ont essuyé une perte de revenu en raison de l'ESB ou d'autres facteurs.

Les paiements versés par les programmes d'aide en cas de catastrophe liée au revenu ont diminué de 46,1 % pour s'établir à 237 millions de dollars en 2004, puisque le Programme canadien du revenu agricole tirait à sa fin.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3473.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Estelle Perrault au (613) 951-2448 (*estelle.perrault@statcan.ca*) ou avec Rita Athwal au (613) 951-5022 (*rita.athwal@statcan.ca*), Division de l'agriculture.

□

Recettes monétaires agricoles

	Janvier à décembre 2003	Janvier à décembre 2004[p]	Janvier-décembre 2003 à janvier-décembre 2004	Octobre à décembre 2003	Octobre à décembre 2004[p]	Octobre-décembre 2003 à octobre-décembre 2004
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	**34 210**	**36 769**	**7,5**	**9 664**	**10 052**	**4,0**
Tout le blé[1]	2 473	3 026	22,4	615	862	40,2
Blé, sauf le blé dur[1]	1 824	2 432	33,3	387	652	68,5
Blé dur[1]	648	594	-8,3	228	210	-7,9
Orge[1]	409	586	43,3	153	133	-13,1
Recettes différées	-646	-672	4,0	-347	-331	-4,6
Réalisation des recettes différées	654	677	3,5	36	37	2,8
Canola	1 763	2 262	28,3	673	598	-11,1
Soya	763	710	-6,9	417	365	-12,5
Maïs	785	790	0,6	268	205	-23,5
Autres céréales et oléagineux	448	466	4,0	158	203	28,5
Cultures spéciales	824	929	12,7	303	345	13,9
Autres cultures	5 708	5 913	3,6	1 512	1 583	4,7
Total des cultures	**13 182**	**14 686**	**11,4**	**3 787**	**4 001**	**5,7**
Bovins et veaux	5 144	5 138	-0,1	1 282	1 512	17,9
Porcs	3 396	4 250	25,1	796	1 061	33,3
Produits laitiers	4 496	4 590	2,1	1 138	1 167	2,5
Volaille et oeufs	2 389	2 454	2,7	602	647	7,5
Autre bétail	760	770	1,3	212	216	1,9
Total du bétail	**16 185**	**17 202**	**6,3**	**4 030**	**4 602**	**14,2**
Compte de stabilisation du revenu net	723	934	29,2	184	115	-37,5
Paiements d'assurance-récolte	1 806	885	-51,0	559	384	-31,3
Programmes d'aide en cas de désastre lié aux revenus	440	237	-46,1	161	1	-99,4
Programme provincial de stabilisation	711	626	-12,0	187	119	-36,4
Subventions aux produits laitiers	0	0	0	0	0	0
Autres programmes	1 163	2 198	89,0	757	830	9,6
Total des paiements	**4 843**	**4 880**	**0,8**	**1 847**	**1 449**	**-21,5**

p Données provisoires.
1. Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.*

Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janvier à décembre 2003	Janvier à décembre 2004[p]	Janvier-décembre 2003 à janvier-décembre 2004	Octobre à décembre 2003	Octobre à décembre 2004[p]	Octobre-décembre 2003 à octobre-décembre 2004
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	**34 210**	**36 769**	**7,5**	**9 664**	**10 052**	**4,0**
Terre-Neuve-et-Labrador	82	85	3,7	23	24	4,3
île-du-Prince-Édouard	356	349	-2,0	82	92	12,2
Nouvelle-Écosse	418	452	8,1	119	119	0
Nouveau-Brunswick	404	427	5,7	107	123	15,0
Québec	5 969	6 290	5,4	1 597	1 663	4,1
Ontario	8 469	8 668	2,3	2 420	2 351	-2,9
Manitoba	3 539	3 851	8,8	972	1 083	11,4
Saskatchewan	5 682	6 124	7,8	1 805	1 781	-1,3
Alberta	7 014	8 135	16,0	1 913	2 082	8,8
Colombie-Britannique	2 278	2 386	4,7	626	736	17,6

p Données provisoires.
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.*

■

Compte des voyages internationaux

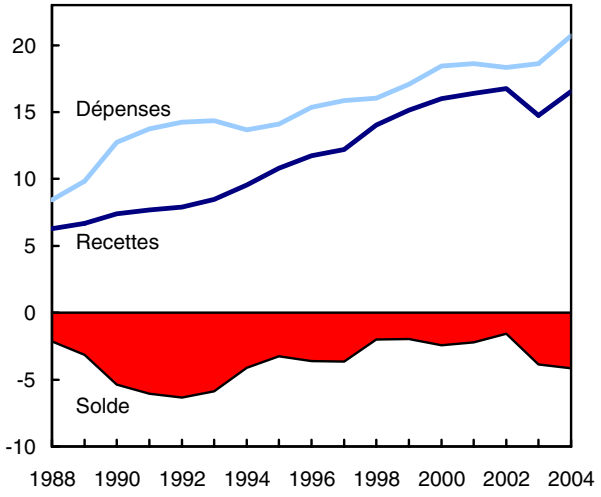
2004 et quatrième trimestre de 2004 (données provisoires)

Le déficit du Canada au compte des voyages internationaux a grimpé pour atteindre son plus haut niveau en onze ans en 2004, malgré une reprise des voyages faits à destination du Canada à la suite du déclin occasionné par les craintes liées au SRAS en 2003. L'élargissement du déficit était attribuable à des dépenses records des Canadiens à l'étranger, qui ont plus que compensé l'augmentation des dépenses des étrangers au Canada.

Le déficit, soit la différence entre les dépenses effectuées par les résidents canadiens à l'étranger et celles faites par les étrangers au Canada, a atteint 4,1 milliards de dollars en 2004, en hausse de 285 millions de dollars par rapport à 2003. Le déficit a franchi le cap des 4,0 milliards de dollars pour la première fois depuis 1994.

Le déficit au compte des voyages du Canada atteint son plus haut niveau en onze ans

En milliards de dollars



Les Canadiens ont dépensé un montant record de 20,7 milliards de dollars à l'extérieur du pays en 2004, en hausse de 11,3 % par rapport à 2003, soit l'augmentation la plus élevée depuis 1990.

Par ailleurs, les dépenses des voyageurs étrangers au Canada ont grimpé de 12,3 % pour s'établir à 16,6 milliards de dollars en 2004, une importante reprise étant survenue à la suite de la chute provoquée par les craintes liées au SRAS, qui avaient restreint considérablement les voyages à destination du Canada en 2003. Cette augmentation de 1,8 milliard de dollars des dépenses étrangères au Canada était la plus importante à avoir jamais été enregistrée.

Note aux lecteurs

L'analyse du compte des voyages internationaux a été effectuée à l'aide de données trimestrielles provisoires et, à moins d'indication contraire, les données sont désaisonnalisées. Les montants sont exprimés en dollars canadiens et ne sont pas corrigés pour tenir compte de l'inflation.

*Les **recettes** représentent les dépenses des visiteurs voyageant au Canada, y compris les dépenses en éducation et les dépenses médicales. Les **dépenses** représentent les dépenses des résidents canadiens voyageant à l'étranger, y compris les dépenses en éducation et les dépenses médicales.*

*Les **pays d'outre-mer** sont les pays autres que les États-Unis.*

Le déficit au compte des voyages avec les États-Unis est le plus élevé depuis 2000

Le déficit du Canada au compte des voyages avec les États-Unis a augmenté pour la deuxième année consécutive en 2004, ayant atteint 1,8 milliard de dollars, soit le plus haut niveau depuis 2000. L'accroissement du déficit était le résultat d'une hausse des dépenses des Canadiens au sud de la frontière, qui a légèrement dépassé celle des dépenses des étrangers au Canada.

Les dépenses des résidents canadiens ont atteint 11,5 milliards de dollars en 2004, en hausse de 8,1 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation était la première depuis 2000, et était le résultat d'un gain de 9,2 % du nombre de voyages d'une nuit ou plus des Canadiens aux États-Unis.

Les Américains ont entrepris plus de voyages avec nuitées au Canada en 2004 et, par conséquent, ont dépensé plus alors que le nombre de voyages d'une nuit ou plus s'est rétabli de la baisse de 12,0 % enregistrée en 2003, à la suite des craintes liées au SRAS.

Plus de 15,0 millions d'Américains ont entrepris des voyages d'une nuit ou plus au Canada, soit 5,7 % de plus qu'en 2003. Les voyageurs américains ont dépensé 9,7 milliards de dollars, en hausse de 7,1 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la hausse des dépenses des visiteurs américains la plus importante depuis 1999

En 2004, la valeur du dollar canadien a grimpé de 7,7 % par rapport à la devise américaine. Le dollar canadien a maintenu une moyenne de 77 cents américains, soit son plus haut niveau depuis 1993.

Déficit record au compte des voyages avec les pays d'outre-mer

Le déficit au compte des voyages avec les pays d'outre-mer s'est accru pour une quatrième année consécutive pour atteindre un sommet de 2,4 milliards de dollars en 2004.

Toutefois, l'accroissement de 64 millions de dollars du déficit était le plus faible depuis 2000, même si les dépenses des Canadiens dans les pays d'outre-mer et les dépenses des résidents des pays d'outre-mer au Canada ont augmenté considérablement.

Les dépenses des Canadiens voyageant dans les pays d'outre-mer ont atteint un sommet de 9,2 milliards de dollars en 2004, en hausse de 15,4 % par rapport au sommet de 2003. Cette augmentation était la plus importante depuis 1990. Un accroissement du nombre de voyages a contribué à ces dépenses records, puisque 12,8 % plus de Canadiens ont voyagé vers des destinations outre-mer qu'en 2003. Remarquablement, les dépenses des Canadiens dans les pays d'outre-mer sont en hausse d'année en année depuis 1991.

Le nombre de voyages et les dépenses des résidents de pays d'outre-mer ont rebondi à la suite du déclin occasionné par les craintes liées au SRAS en 2003. Les dépenses de ces voyageurs au Canada ont bondi de 20,6 % pour atteindre un niveau inégalé de 6,8 milliards de dollars. La hausse des dépenses a coïncidé avec un plus grand nombre de résidents d'outre-mer ayant voyagé au Canada en 2004. Près de 4,0 millions de voyageurs d'outre-mer ont effectué des voyages d'une nuit ou plus au Canada en 2004, en hausse de 20,0 % par rapport à l'année précédente.

En 2004, le dollar canadien a gagné de la valeur par rapport au yen japonais et au peso mexicain mais a diminué par rapport à la livre anglaise, le dollar australien et l'euro.

Quatrième trimestre : le déficit retourne au-dessus de la barre du milliard de dollars

Le déficit international au compte des voyages a atteint 1,0 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2004, en hausse de 210 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Il s'agissait de la cinquième fois en six trimestres que le déficit trimestriel franchissait la barre du milliard de dollars.

La progression du déficit était principalement attribuable à une augmentation de 3,9 % des dépenses des Canadiens à l'étranger qui se sont situées à un quasi-sommet de 5,2 milliards de dollars. Il s'agissait de la plus forte augmentation des dépenses des Canadiens vers l'étranger depuis le quatrième trimestre de 2003.

Les étrangers ont dépensé 4,2 milliards de dollars au Canada au quatrième trimestre de 2004, en baisse de 0,4 % par rapport au sommet de près de deux ans enregistré entre juillet et septembre.

Le déficit au compte des voyages entre le Canada et les États-Unis a atteint 489 millions de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 212 millions de dollars par rapport au troisième trimestre. Une combinaison de dépenses plus élevées des Canadiens aux États-Unis et de dépenses plus faibles des Américains au Canada a contribué au premier accroissement du déficit depuis le premier trimestre de 2004.

Les dépenses des Canadiens au sud de la frontière ont grimpé de 5,1 % pour se chiffrer à 2,9 milliards de dollars, alors que le nombre de voyages des Canadiens d'une nuit ou plus vers les États-Unis a enregistré une hausse de 6,0 % pour se situer à 3,6 millions de voyages. Les dépenses des Américains au Canada ont baissé de 2,9 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars alors que 3,7 millions de voyageurs ayant effectué un voyage d'une nuit ou plus ont traversé la frontière.

Le nombre de voyages d'une nuit ou plus en provenance des États-Unis a glissé de 1,3 % comparativement au troisième trimestre.

Le compte des voyages du Canada avec les pays d'outre-mer s'est légèrement amélioré au quatrième trimestre de 2004, étant passé de 556 millions de dollars à 554 millions de dollars, alors que les dépenses des résidents de pays d'outre-mer au Canada ont augmenté plus rapidement que les dépenses des Canadiens ayant voyagé vers l'outre-mer.

Les résidents d'outre-mer ont dépensé 1,8 milliard de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 3,2 % par rapport au troisième trimestre en raison d'une augmentation du nombre de voyages avec nuitées. Les dépenses des Canadiens ayant voyagé dans les pays d'outre-mer ont progressé de 2,3 % pour se situer à un montant de 2,3 milliards de dollars, à la suite d'un nombre record de Canadiens ayant voyagé vers les pays d'outre-mer. En effet, près de 1,5 million de Canadiens ont visité des destinations outre-mer au quatrième trimestre de 2004, en hausse de 3,2 % par rapport au trimestre précédent.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3152 et 5005.

Les données sur le compte des voyages internationaux du premier trimestre de 2005 seront diffusées le 27 mai.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Éric Desjardins au (613) 951-1781 (*eric.desjardins@statcan.ca*) ou avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608, ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstat@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-2909.

Recettes et dépenses au compte des voyages internationaux

	Premier trimestre de 2004[r]	Deuxième trimestre de 2004[r]	Troisième trimestre de 2004[r]	Quatrième trimestre de 2004[p]	2003[r]	2004[p]	Troisième au quatrième trimestre de 2004	2003 à 2004
	données désaisonnalisées[1]							
	en millions de $						var. en %	
États-Unis								
Recettes	2 375	2 484	2 472	2 401	9 086	9 732	-2,9	7,1
Dépenses	2 888	2 975	2 748	2 890	10 635	11 501	5,1	8,1
Solde	-513	-491	-276	-489	-1 549	-1 770		
Tous les autres pays								
Recettes	1 649	1 690	1 715	1 770	5 660	6 825	3,2	20,6
Dépenses	2 296	2 310	2 271	2 324	7 973	9 202	2,3	15,4
Solde	-647	-620	-556	-554	-2 313	-2 377		
Total								
Recettes	4 024	4 174	4 187	4 171	14 746	16 557	-0,4	12,3
Dépenses	5 184	5 285	5 020	5 214	18 608	20 703	3,9	11,3
Solde	-1 160	-1 112	- 832	-1 043	-3 862	-4 147		

r *Données révisées.*
p *Données provisoires.*
1. *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

Autres communiqués

Étude : Les femmes renforcent leur présence dans l'enseignement universitaire

1990-1991 à 2002-2003

Les femmes ont renforcé leur présence dans le professorat à temps plein des universités durant une période de réduction des fonds publics et de hausse du nombre d'inscriptions et des frais de scolarité. Cette tendance a été alimentée par l'augmentation du niveau d'instruction des femmes en général, ainsi que par la proportion croissante du corps professoral atteignant l'âge de la retraite, constituée d'hommes principalement.

L'effectif des femmes enseignant à l'université à temps plein a grimpé de plus de 50 % entre 1990-1991 et 2002-2003, soit plus du double de la croissance de l'emploi à temps plein chez les femmes en général. Par contre, durant la même période, l'effectif des hommes enseignant à l'université à temps plein a diminué de 14 %, selon une nouvelle étude.

Par suite de cette évolution, près de 11 000 femmes enseignaient à temps plein dans les universités canadiennes pendant l'année universitaire de 2002-2003, soit 30 % du corps professoral à temps plein, ce qui représente une progression importante par rapport à la proportion d'environ 20 % enregistrée une décennie plus tôt.

Cette étude, qui paraît aujourd'hui dans l'édition en ligne de *L'emploi et le revenu en perspective*, examine la croissance de l'effectif des femmes enseignant à l'université à plein temps entre 1990-1991 et 2002-2003, en analysant l'évolution de leur représentation selon le rang professoral, le statut en matière de titularisation, la discipline d'enseignement, les qualifications universitaires, l'âge et la rémunération.

Les femmes membres du professorat ont renforcé leur présence tant dans les disciplines traditionnelles que non traditionnelles et ont réalisé des progrès importants en matière de titularisation et de rang professoral. En outre, si leurs salaires médians demeurent en deçà de ceux de leurs collègues masculins, l'écart diminue généralement lorsqu'on tient compte du rang professoral et de la discipline d'enseignement.

Les femmes ont représenté une part importante des nouvelles nominations au cours de la période d'étude. En 1990-1991, 35 % des enseignants nouvellement nommés étaient des femmes; en 2002-2003, cette proportion atteignait 39 %.

Par ailleurs, de 1990-1991 à 2002-2003, la proportion des postes universitaires à temps plein occupés par des femmes a considérablement et constamment augmenté dans toutes les disciplines, y compris celles non traditionnelles telles que le génie et les sciences appliquées (de 3 % à 10 %) et les mathématiques et les sciences physiques (de 7 % à 13 %).

La proportion des professeurs titulaires de sexe féminin a presque doublé, étant passée de 14 % en 1990-1991 à 26 % en 2002-2003. Quant aux postes menant à la titularisation, 38 % d'entre eux étaient occupés par des femmes en 2002-2003, contre 34 % en 1990-1991.

Ce n'est que relativement récemment que les femmes membres du professorat ont fait leur entrée à l'université en grand nombre. C'est pourquoi elles ont tendance à être plus jeunes que leurs collègues masculins, leur âge médian étant de 47 ans, contre 51 ans pour les hommes. (Cet âge était de 44 ans et 48 ans, respectivement en 1990-1991.) Cette différence d'âge existe dans toutes les disciplines d'enseignement. Les femmes les plus jeunes sont celles qui enseignent le génie et les sciences appliquées (âge médian de 42 ans), et les mathématiques et les sciences physiques (43 ans). L'âge médian correspondant pour les hommes enseignant ces disciplines était de 46 et de 49 ans, respectivement.

Bien que les femmes continuent d'occuper une proportion plus faible des postes universitaires à mesure que l'on passe à un rang professoral plus élevé, leur situation relative s'est considérablement améliorée durant les années 1990. En effet, si seulement 8 % des professeurs titulaires étaient des femmes en 1990-1991, cette proportion a plus que doublé pour atteindre 17 % en 2002-2003. Parallèlement, seulement un professeur agrégé sur cinq était une femme en 1990-1991, alors que ce ratio est passé à un sur trois en 2002-2003.

Une proportion plus élevée de femmes ont aussi atteint les rangs supérieurs. En 1990-1991, seulement 15 % de l'ensemble des femmes universitaires à temps plein étaient professeures titulaires, tandis que 35 % étaient professeures agrégées. En 2002-2003, ces proportions sont passées à 22 % et à 36 %, respectivement, pour un total de 58 % aux échelons supérieurs. Les femmes n'ont pas encore atteint la forte concentration de leurs collègues masculins, dont près de 80 % étaient professeurs titulaires ou professeurs agrégés cette année-là, mais leur situation semble s'améliorer lentement.

En 2002-2003, le salaire médian des femmes membres du professorat était d'environ 13 000 $ plus bas que celui de leurs collègues masculins. Une bonne partie de cet écart peut être attribuée à la concentration disproportionnelle des femmes dans les rangs inférieurs. En effet, cet écart diminue sensiblement quand on considère le salaire médian des hommes et des femmes de même rang professoral : il passe de 6 100 au niveau de professeur titulaire (où les femmes ont touché 94 % du salaire des hommes en 2002-2003) à 2 600 $ (96 %) au niveau de professeur adjoint.

En 2002-2003, un quart des universitaires canadiens étaient des hommes âgés d'au moins 55 ans. On prévoit que la majorité d'entre eux prendront leur retraite au cours de la prochaine décennie. Étant donné l'effectif croissant des femmes titulaires de doctorats, cela devrait être de bon augure pour ce qui est du recrutement des femmes et de leur progression dans le monde universitaire durant la décennie à venir.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3101.

L'article intitulé «Les femmes renforcent leur présence dans l'enseignement universitaire» figure dans le numéro en ligne de février 2005 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 6, nº 2 (75-001-XIF, 6 $ / 52 $) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lahouaria Yssaad au (613) 951-0627 (*lahouaria.yssaad@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Étude : Variation des niveaux de compétences professionnelles entre les régions rurales et les régions urbaines du Canada

1991 à 2001

Les régions rurales et les régions urbaines du Canada sont opposées les unes aux autres dans l'échelle des niveaux de compétences professionnelles au sein d'un ensemble d'industries, selon une nouvelle étude.

L'étude a permis de constater qu'en 2001, la main-d'oeuvre spécialisée, telle que celle des groupes de compétences professionnelles et en gestion, était davantage concentrée dans les régions essentiellement urbaines que dans les régions rurales du Canada.

Par contre, la concentration des travailleurs non spécialisés au sein des régions rurales était de beaucoup supérieure à celle au sein des régions urbaines.

La proportion de l'emploi dans le groupe de compétences professionnelles peu spécialisées, le groupe de travailleurs non spécialisés, était supérieure dans les régions rurales et diminuait considérablement en fonction du degré d'urbanité des régions.

Cette polarisation était manifeste, même après la prise en compte des différences régionales dans la structure industrielle.

De 1991 à 2001, période au cours de laquelle les régions rurales ont continué de perdre des travailleurs spécialisés par rapport aux régions urbaines, l'écart des niveaux de compétences professionnelles s'est accru.

En outre, l'étude a permis de constater le fossé considérable qui existe au Canada entre les régions au Sud et à l'Ouest par rapport à celles au Nord et à l'Est. Tandis que les catégories d'emplois très spécialisés étaient concentrées au Sud et à l'Ouest, les catégories d'emplois peu spécialisés étaient concentrées au Nord et à l'Est.

Fait intéressant, la concentration des emplois professionnels au sein des trois territoires était supérieure à la moyenne et ce, avant la prise en compte de l'agencement des industries. Après cette prise en compte, la concentration de ces emplois était toutefois inférieure à la moyenne.

Les trois territoires comptaient une proportion élevée de professionnels parce que leur structure industrielle favorise les secteurs où la concentration de professionnels est élevée, notamment le secteur des services publics.

De plus, l'étude a permis de constater que la concentration d'emplois dans le groupe de compétences en gestion est généralement élevée dans le sud de l'Ontario. Cependant, ces emplois étaient concentrés dans les divisions de recensement qui entourent les grands centres métropolitains de la région. Par conséquent, les régions rurales du sud de l'Ontario comptaient également une concentration des compétences inférieure à celle des centres urbains avoisinants.

Au cours des années 1990, cette concentration des compétences s'est accrue dans les centres métropolitains.

L'étude permet de constater, après la prise en compte des différences dans la composition industrielle, qu'il existe de grandes différences entre les hommes et les femmes dans les niveaux de compétences professionnelles.

Dans les régions rurales, sur le marché du travail, la proportion de femmes qui occupaient un emploi au sein des groupes de compétences professionnelles ou

en gestion était de beaucoup supérieure à celle des hommes.

À l'échelle macro-régionale, dans les régions où le taux de participation de la population active était généralement élevé, il y avait peu de différences de concentration entre le niveau des compétences professionnelles des hommes et celui des femmes.

Cependant, au Canada atlantique, il y avait une concentration élevée de femmes occupant des emplois au sein des groupes de compétences professionnelles et en gestion, de même qu'au sein des groupes de compétences non spécialisées. Il y avait une concentration supérieure d'hommes dans les groupes de compétences techniques et intermédiaires.

Le *Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 6, nº 2, intitulé «Le niveau de compétences professionnelles : le fossé entre les régions rurales et les régions urbaines du Canada» (21-006-XIF2005002, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ray D. Bollman au (306) 379-4431 (*ray.bollman@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques
2003

Les recettes d'exploitation du secteur des services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques ont atteint 9,5 milliards de dollars en 2003, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2002. Près de la moitié des recettes d'exploitation du secteur ont été le fait d'entreprises situées en Ontario (48 %), alors que celles du Québec ont représenté 18 %, celles de l'Alberta, 16 % et enfin celles de la Colombie-Britannique, 12 %. Les entreprises du Québec et de l'Alberta ont affiché la meilleure croissance (+12 %).

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 8 % par rapport à 2002 pour s'établir à 7,9 milliards de dollars. Les salaires et les traitements ont continué d'être le principal poste des dépenses d'exploitation, ayant représenté 42 cents de chaque dollar dépensé en 2003.

La marge bénéficiaire d'exploitation avant impôts de ce secteur a été de 16,9 % en 2003, en baisse de 1,8 % par rapport à 2002.

Il est maintenant possible de connaître les données pour 2003 et les données révisées pour 2002 pour le secteur des services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques.

Données stockées dans CANSIM : tableau 360-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4717.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Matthew Briggs au (613) 951-4761 (*matthew.briggs@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. ■

Stocks de viandes froides et congelées
Février 2005

Au premier jour ouvrable de février 2005, 91 469 tonnes métriques de viande rouge froide et congelée reposaient dans les entrepôts frigorifiques, en hausse de 5 % comparativement aux 86 916 tonnes métriques en janvier et de 2 % par rapport aux 89 950 tonnes métriques en février 2004.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0005 et 003-0041.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3423.

Le numéro de février 2005 de *Stocks de viandes froides et congelées* (23-009-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Barbara McLaughlin au (902) 893-7251 (*barbara.mclaughlin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada : Le niveau de compétences professionnelles : le fossé entre les régions rurales et les régions urbaines du Canada, 1991 à 2001, vol. 6, nº 2
Numéro au catalogue : 21-006-XIF2005002 (gratuit).

Stocks de viandes froides et congelées, février 2005
Numéro au catalogue : 23-009-XIF (gratuit).

Exportations par marchandise, décembre 2004, vol. 61, nº 12
Numéro au catalogue : 65-004-XMB (40 $/387 $).

Exportations par marchandise, décembre 2004, vol. 61, nº 12
Numéro au catalogue : 65-004-XPB (84 $/828 $).

L'emploi et le revenu en perspective, février 2005, vol. 6, nº 2
Numéro au catalogue : 75-001-XIF (6 $/52 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

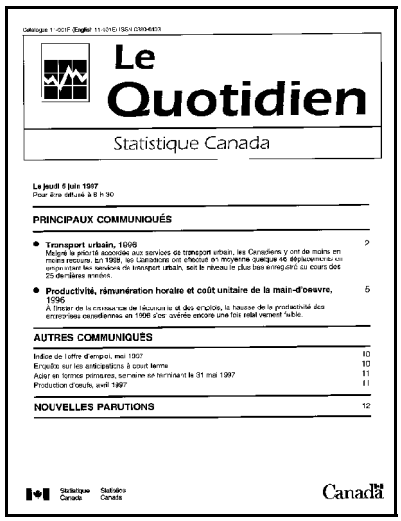
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.